

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Brochure n° 3154 | Convention collective nationale

IDCC : 3216 | **NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

Avenant du 2 février 2021
relatif aux minima conventionnels au 1^{er} mars 2021

NOR : ASET2150361M

IDCC : 3216

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNBM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CSFV CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

FNCB-CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux ont ouvert la négociation salariale le 11 décembre 2020.

À l'issue de la seconde séance de négociation, le 2 février 2021, il a été décidé de réviser les minima conventionnels de la branche, comme suit :

Article 1^{er} | Champ d'application de l'avenant

Le présent avenant est applicable à l'ensemble des entreprises et des salariés (es) relevant de la convention collective du négoce des matériaux de construction du 8 décembre 2015 (IDCC 3216).

Article 2 | Modifications apportées aux articles de la convention collective nationale relatifs aux minima conventionnels et à la prime d'ancienneté

Les partenaires sociaux ont modifié les articles suivants.

« Article 2.2 | *Minima conventionnels*

Grille de minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2021

Ouvriers et employés. Techniciens. Agents de maîtrise

Coefficient 165 : Pf = 983,22 €.

Coefficient 170 : Pf = 971,91 €. Vp = 3,530 €.

Autres coefficients : Pf = 949,51 €.

(En euros.)

Niveau	Coefficient	Salaire minimum conventionnel
I	165	1 565,67
II	170	1 572,01
	180	1 584,91
	195	1 637,86
III	210	1 690,81
	225	1 743,76
	245	1 814,36
IV	250	1 832,01
	270	1 902,61
	290	1 973,21
V	310	2 043,81
	330	2 114,41
	350	2 185,01

Article 2.3 | Prime d'ancienneté

Le barème de la prime d'ancienneté applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2021 demeure inchangé.

Ouvriers et employés. Techniciens. Agents de maîtrise

(En euros.)

Niveau		Coef.	3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
I	B	165	38,51	77,02	115,53	154,05	192,56
II	A	170	38,82	77,65	116,48	155,30	194,13
	B	180	39,53	79,06	118,59	158,13	197,65
	C	195	40,93	81,86	122,78	163,72	204,65
III	A	210	42,32	84,65	126,99	169,30	211,64
	B	225	43,73	87,45	131,18	174,91	218,63
	C	245	45,59	91,18	136,77	182,37	227,95
IV	A	250	46,06	92,12	138,17	184,23	230,29
	B	270	47,92	95,85	143,77	191,70	239,61
	C	290	49,79	99,58	149,36	199,15	248,94
V	A	310	51,64	103,30	154,95	206,61	258,26
	B	330	53,52	107,03	160,56	214,07	267,59
	C	350	55,38	110,77	166,14	221,53	276,91

Article 3.2.5 | *Minima conventionnels*

Grille de minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2021

VPA = 81,81.

(En euros.)

Niveau		Coef.	Salaire minimum conventionnel
VI	A	350	28 633,50
	B	380	31 087,80
VII	A	410	33 542,10
	B	450	36 814,50
	C	490	40 086,90
VIII	A	550	44 995,50
	B	600	49 086,00
	C	650	53 176,50
IX	A	680	55 630,80
	B	750	61 357,50

Article 3 | *Égalité salariale entre les femmes et les hommes*

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, et à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération, conformément à l'article L. 2241-17 du code du travail.

Article 4 | *Entrée en vigueur. Dépôt. Extension*

Le présent avenant, conclu à durée indéterminée, entre en vigueur à compter du 1^{er} mars 2021.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

L'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés se justifie par l'équilibre global et général des présentes grilles de minima qui s'appliquent aux entreprises et aux salariés de la branche, quelle que soit leur taille.

Article 5 | *Dénonciation. Révision*

Le présent avenant pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou y ayant adhéré dans les conditions prévues par le code du travail.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il pourra également être révisé dans les conditions visées à l'article L. 2261-7 du code du travail.

Article 6 | *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative de salariés ainsi que toute organisation syndicale ou associations d'employeurs ou employeurs pris individuellement peuvent adhérer au présent texte.

Cette adhésion devra être notifiée à toutes les organisations syndicales représentatives de la branche et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 2 février 2021.

(Suivent les signatures.)